

LE CNDH DANS LA PRESSE NATIONALE

المجلس الوطني لحقوق الإنسان في
الصحافة الوطنية

17 et 18/08/2013



خطوة جديدة إلى الأمام أم «تكتيك» سياسي لتفادي الضغوط الدولية

مكسب حقوقي في الصحراء.. خبرة طبية لفائدة معتقلين يدعون تعرضهم للتعذيب!

■ الرباط - يونس مسكين ■



جانب من أحداث ماي في العيون (أرشيف)

هل هو مكسب حقوقي جديد حققه المغاربة بفعل نضالاتهم، وبعد الزيارات الأخيرة التي قام بها مقررون أمميون متخصصون في محاربة التعذيب، بجوا خلالها تقارير قاسية في حق المملكة، أم هو مجرد إجراء لتفادي ضربات جديدة في ملف الصحراء، وإعداد الأجوبة لكل مسالة محتلمة من جانب المنتظم الدولي؟

فمباشرة بعد مثولهم أمام قاضي التحقيق بمدينة العيون، مستهل الأسبوع الحالي؛ حظي ستة معتقلين ممن القي عليهم القبض في سياق أحداث العنف والمظاهرات التي شهدتها الأقاليم الجنوبية، شهر ماي الماضي، بفرصة الخضوع لفحص طبي على يد طبيين تم انتدابهما من طرف المحكمة، من أجل النظر في ادعاءات المعتقلين الستة وأسره، بشأن تعرضهم للضرب والتعذيب على يد رجال الأمن خلال أيام اعتقالهم داخل مخافر الشرطة، أي أثناء الحراسة النظرية.

السلطات القضائية بمدينة العيون، فتحت مؤخرًا فصلا جديدا من فصول التوتر مع ما يعرف بانفصالي الداخل، حيث خضع 11 معتقلا ممن القي عليهم القبض في سياق أحداث الاحتجاج والمواجهة التي عرفتها المدينة، للاستنتاج التفصيلي

الممتدة من 9 إلى 12 ماي الماضي، وذلك بمقر ولاية الأمن بالعيون. وجاءت استجابة القضاء سريعة وفورية لهذه الادعاءات، حيث تم تخصيص غرفة بالسجن المحلي للعيون، يوما واحدا بعد استماع قاضي التحقيق للمعتقلين الـ11 في هذه المجموعة، لفحص من يدعون تعرضهم للتعذيب والمعاملة المهينة.

في فحص كل من «محمد عالي السعدي، وياسين سيداتي، ومحمد كرنيط، وعزيز حرامش، ويوسف بوزيد، و القاصر الحسين اباه. هؤلاء جميعا تقدم أفراد أسره بشكايات إلى كل من الوكيل العام للملك بمحكمة الاستئناف بالعيون، والمجلس الوطني لحقوق الإنسان، يدعون فيها تعرضهم للتعذيب إبان فترة الحراسة النظرية في الفترة

أماكن الاعتقال في المغرب، وممارسات التعذيب فيها، إن أكبر بقعة سوداء في ملف المغرب هي عدم وجود أي آثار لتعاطي القضاء مع ادعاءات المعتقلين بالتعرض للتعذيب، حيث لم يجد المقررون الأمميون أي تحقيقات فتحت حول هذه الادعاءات المتعددة. الطبيبان حلا بالسجن المحلي لمدينة العيون، وشرعا

أمام قاضي التحقيق. المعتقلون الـ11، ومن بينهم قاصر، كانوا قد خضعوا للاستنتاج التمهيدي، مستهل شهر ماي الماضي، وظلوا يقبعون في السجن ثلاثة أشهر، قبل أن يتم عرضهم أمام قاضي التحقيق يوم الثلاثاء الأخير. الخطوة الجديدة تأتي بينما توقفت التقارير الدولية والأممية الأخيرة التي أنجزت حول

تفاديا على ما يبدو لاي ضغوط مستقبلية، قرر القضاء تمتيع عدد من المعتقلين على إثر الاحتجاجات التي عرفتها مدن الصحراء بالخبرة الطبية بعد أن قالوا إنهم تعرضوا للتعذيب



L'instrumentalisation de l'enfance, nouvelle trouvaille de la machine propagandiste de «l'algesario»

17/12/16

Malmené sur le front politique et diplomatique depuis le coup de massue de la résolution 2099 du Conseil de sécurité de l'ONU, le front polsario se rabat sur ses vieux dossiers pour replonger dans la pathétique question des droits de l'Homme, mais cette fois-ci par une instrumentalisation grossière de l'enfance, soutenu dans cette basse besogne par l'agence de presse algérienne (APS).

Or, c'est l'un des sujets sur lesquels le Maroc a été très attentif durant les dernières années, à tel point qu'il a ratifié l'ensemble des conventions internationales y afférentes, abrogé la législation nationale sur la protection des enfants, créé un ministère de la Famille... Bref, ce n'est pas dans ces eaux qu'il fallait pêcher.

Contrairement à toutes les institutions et organisations internationales, mêmes les plus hostiles au Royaume parmi elles, le polsario est convaincu que le Maroc est un «monstre» qui maltraite ses propres enfants, qui leur inflige des sévices corporels sadiques, qui les prive de leurs droits les plus élémentaires. La liste des inquisitions est très longue.

Une chose est certaine: Sur tous les rapports relatifs aux droits de l'Homme dans la région du Sahara, les pouvoirs publics au Maroc n'ont jamais été critiqués pour un quelconque aspect touchant aux droits des enfants. Et pourtant! Le polsario n'a pas manqué d'ingéniosité pour créer un gros mensonge suscep-

tible, selon sa logique et celle de ses mentors, de porter préjudice à l'image du Royaume.

«Le peuple sahraoui continue de subir la politique d'illettrisme exercé par le Maroc depuis plusieurs années dans les territoires occupés, sur fond de mutisme international dont celui de l'Organisation des Nations unies». Dixit un membre des séparatistes auto-proclamés «ministre de l'Education et de l'enseignement» de la fantomatique RASD.

Puisque s'exprimant depuis la terre algérienne, cette personne va pousser ses divagations à l'extrême en affirmant que «10 pc des élèves scolarisés sahraouis ont été victimes de viol». De quoi déconcerter le plus lucide des observateurs.

Pour le premier point, il n'y a pas mieux qu'un expert international étranger pour y apporter des éclaircissements. Le Belge Emmanuel Dierckx de Casterlé, ancien représentant du PNUD au Maroc, expliquait, au magazine Jeune Afrique en février 2010, que «les objectifs du millénaire, fixés à 2015, sont déjà atteints» pour la région du Sahara. En 1975, date de la récupération des provinces du sud, près des trois quarts de la population vivaient en dessous du seuil de pauvreté. Aujourd'hui, ils sont moins de 10 pc. En vingt ans, la pauvreté a diminué de 66 pc, soit deux fois plus rapidement que la moyenne du Royaume.

Justement à propos de l'éducation, le magazine affirmait: «Contrairement aux idées reçues, la population y est mieux éduquée que dans le reste du Royaume. Ce qui n'a pas toujours été le cas?: 78 pc des chefs de famille n'avaient aucune instruction scolaire en 1985. Ce lourd héritage de la période coloniale se dissipe peu à peu grâce aux investissements socio-éducatifs, puisqu'ils ne sont plus que 50 pc. Le taux de scolarisation est aujourd'hui de 77,5 pc, soit presque aussi

élevé qu'à Rabat et à Casablanca».

S'agissant de l'histoire des «viols d'élèves», il semble que la «pseudo ministre polsarienne» parle d'un autre pays, d'une autre époque ou d'un autre lieu, occultant la réalité amère des crimes abjectes commis dans les camps de la honte à Tindouf contre les femmes, les enfants et les vieillards.

D'ailleurs, les preuves et les témoignages sur les pratiques dégradantes de la dignité humaine attribuées aux membres du polsario dans les camps de Tindouf, sur le sol algérien, sont aujourd'hui instruits devant la justice espagnole. Ces goujats pratiquent l'esclavage, marient des fillettes de force et séparent les enfants de leurs familles pour les envoyer à Cuba afin d'y recevoir une formation militaire.

Dans un rapport datant de mai dernier, le Parlement européen a exprimé «son inquiétude en constatant que la pauvreté à Tindouf, associée à une absence de perspectives à long terme pour bon nombre de réfugiés rend ces derniers vulnérables face à la radicalisation du fondamentalisme religieux».

Dans le même rapport, les eurodéputés se félicitent «de l'important développement économique et infrastructurel mis en œuvre par le gouvernement marocain au Sahara».

Le même document «salue les efforts déployés afin de mieux documenter les suspicions de violations des droits de l'homme au Sahara occidental, notamment par l'intermédiaire du Conseil national marocain des droits de l'homme (CNDH), qui dispose de bureaux à Laayoune et Dakhla».

A juste valeur, le CNDH fait partie des instruments juridiques conçus par l'Etat pour un travail de veille et une vigilance permanente sur l'évolution de la situation des droits humains. (MAP).



Propagande La basse instrumentalisation de l'enfance par les dirigeants du polisarrio

15/10/2012

Malmené sur le front politique et diplomatique depuis le coup de massue de la résolution 2099 du Conseil de sécurité de l'ONU, le front polisarrio se rabat sur ses vieux dossiers pour replonger dans la pathétique question des droits de l'Homme, mais cette fois-ci par une instrumentalisation grossière de l'enfance, soutenue dans cette basse besogne par l'agence de presse algérienne (APS).

Malmené sur le front politique et diplomatique depuis le coup de massue de la résolution 2099 du Conseil de sécurité de l'ONU, le front polisarrio se rabat sur ses vieux dossiers pour replonger dans la pathétique question des droits de l'Homme, mais cette fois-ci par une instrumentalisation grossière de l'enfance, soutenue dans cette basse besogne par l'agence de presse algérienne (APS). Or, c'est l'un des sujets sur lesquels le Maroc a été très attentif durant les dernières années, à tel point qu'il a ratifié l'ensemble des conventions internationales et afférentes, abrogé la législation nationale sur la protection des enfants, créé un ministère de la Famille... Bref, ce n'est pas dans ces eaux qu'il fallait

pêcher. Contrairement à toutes les institutions et organisations internationales, même les plus hostiles au Royaume parmi elles, le polisarrio est convaincu que le Maroc est un «monstre» qui maltraite ses propres enfants, qui leur inflige des sévices corporels sadiques, qui les prive de leurs droits les plus élémentaires. La liste des inquisitions est très longue.

Une chose est certaine : sur tous les rapports relatifs aux droits de l'Homme dans la région du Sahara, les pouvoirs publics au Maroc n'ont jamais été critiqués pour un quelconque aspect touchant aux droits des enfants. Et pourtant ! le polisarrio n'a pas manqué d'ingéniosité pour créer un gros mensonge susceptible, selon sa logique et celle de ses mentors, de porter préjudice à l'image du Royaume.

«Le peuple sahraoui continue de subir la politique d'illettrisme exercé par le Maroc depuis plusieurs années dans les territoires occupés, sur fond de mutisme international, dont celui de l'Organisation des Nations unies». Dixit une membre des séparatistes autoproclamée «ministre de l'Éducation et de l'enseignement» de la fantomatique rasd. Puisque s'exprimant depuis la terre algérienne, cette personne va pousser ses divagations à l'extrême en affirmant que «10% des élèves scolarisés sahraoui ont été victimes de viol». De quoi déconcerter le plus lucide des observateurs. Pour le premier point,

il n'y a pas mieux qu'un expert international étranger pour y apporter des éclaircissements. Le Belge Emmanuel Dierckx de Casterlé, ancien représentant du PNUD au Maroc, expliquait, au magazine Jeune Afrique en février 2010, que «des objectifs du millénaire, fixés à 2015, sont déjà atteints» pour la région du Sahara. En 1975, date de la récupération des provinces du Sud, près des trois quarts de la population vivaient en dessous du seuil de pauvreté. Aujourd'hui, ils sont moins de 10%. En vingt ans, la pauvreté a diminué de 66%, soit deux fois plus rapidement que la moyenne du Royaume.

Justement à propos de l'éducation, le magazine affirmait : «Contrairement aux idées reçues, la population y est mieux éduquée que dans le reste du Royaume. Ce qui n'a pas toujours été le cas : 78% des chefs de famille n'avaient aucune instruction scolaire en 1985. Ce lourd héritage de la période coloniale se dissipe peu à peu grâce aux investissements socio-éducatifs, puisqu'ils ne sont plus que 50%. Le taux de scolarisation est aujourd'hui de 77,5%, soit presque aussi élevé qu'à Rabat et à Casablanca». S'agissant de l'histoire des «viols d'élèves», il semble que la «pseudo-ministre polisarrienne» parle d'un autre pays, d'une autre époque ou d'un autre lieu, occultant la réalité amère des crimes abjects commis dans les camps de la honte à Tindouf contre les femmes, les enfants et les vieillards.

D'ailleurs, les preuves et les témoignages sur les pratiques dégradantes de la dignité humaine attribuées aux membres du polisarrio dans les camps de Tindouf, sur le sol algérien, sont aujourd'hui instruits devant la justice espagnole. Ces goujats pratiquent l'esclavage, marient des fillettes de force et séparent les enfants de leurs familles pour les envoyer à Cuba afin d'y recevoir une formation militaire.

Dans un rapport datant de mai dernier, le Parlement européen a exprimé «son inquiétude en constatant que la pauvreté à Tindouf, associée à une absence de perspectives à long terme pour bon nombre de réfugiés rend ces derniers vulnérables face à la radicalisation du fondamentalisme religieux».

Dans le même rapport, les eurodéputés se félicitent «de l'important développement économique et infrastructurel mis en œuvre par le gouvernement marocain au Sahara».

Le même document «salue les efforts déployés afin de mieux documenter les suspicions de violations des droits de l'Homme au Sahara occidental, notamment par l'intermédiaire du Conseil national marocain des droits de l'Homme (CNDH), qui dispose de bureaux à Laâyoune et Dakhla».

À juste valeur, le CNDH fait partie des instruments juridiques conçus par l'État pour un travail de veille et une vigilance permanente sur l'évolution de la situation des droits humains. ■ MAP



استغلال الطفولة.. الاكتشاف الجديد للألة الدعائية للجزائر وصنعتها «البوليساريو»

2009/2

الآن إلى أقل من 10 في المائة. كما تقلص معدل الفقر خلال عشرين سنة بحوالي 66 في المائة، أي أسرع بضعفين من المعدل على مستوى باقي مناطق المملكة.

أما على مستوى التعليم، فقد أكدت المجلة أنه «خلافًا للاعتقاد الشائع، فسكان الصحراء يتلقون تعليمًا أفضل من باقي مناطق المملكة، أو لم يكن هذا هو الواقع دائمًا». فحوالي 78 في المائة من أرباب العائلات لم يتلقوا أي تعليم مدرسي في سنة 1985، هذا الإرث الثقيل للحقبة الاستعمارية بدأ يتقلص تدريجيًا بفضل الاستثمارات في المجال السوسيو-تربوي، خاصة وأنهم لا يتجاوزون الآن 50 في المائة، كما أن معدل التمدد ارتفع اليوم إلى 77.5 في المائة، أي تقريبًا المعدل ذاته المسجل بالرباط والدار البيضاء.

أما بخصوص الادعاءات حول «اغتنصاب التلاميذ»، فيبدو أن «وزارة البوليساريو المزيفة» تتحدث عن بلد آخر غير المغرب، بلد من عهد ومكان آخرين، وذلك في محاولة بتدليس لإخفاء الواقع المرير للجزائر المرتكبة في مخيمات العار بتندوف ضد النساء والأطفال والعجزة.

وختصارًا عن ذلك، فالغشاة السياسي-ديكتاتوريات والتهافتات حول المخترعات المبهمة للحماية الإنسانية النسوية إلى قيادات (البوليساريو) في مخيمات تندوف فوق التراب الجزائري. هؤلاء الأندال الذين يمارسون طفوس العبودية، يتزوجون عنوة بالقاصرات ويفصلون الأبناء عن عائلاتهم من أجل إرسالهم إلى كوبا لتلقيهم التكوين العسكري.

وفي السياق ذاته، أعرب البرلمان الأوروبي، في تقرير يعود إلى ماي الماضي، عن قلقه إزاء مظاهر الفقر بتندوف، وهو واقع يذكى غياب آفاق على المدى البعيد بالنسبة لعدد كبير من اللاجئين، مما يجعلهم في وضعية هشّة في مواجهة تطرف الأصولية الدينية.

وأشاد أعضاء البرلمان الأوروبي في التقرير ذاته، ب «التنمية الاقتصادية المهمة والبنيات التحتية التي شيدها المغرب بالصحراء».

كما رحبت الوثيقة ب «الجهود المبذولة من أجل توثيق ما يشتبه أنه انتهاكات لحقوق الإنسان بالصحراء الغربية، خاصة بواسطة المجلس الوطني لحقوق الإنسان الذي ينوفر على مكتبين بكل من العيون والداخلة».

ويعتبر المجلس الوطني لحقوق الإنسان، بامتياز، من بين الآليات القانونية التي وضعتها الدولة للسهر الدائم على تقدم وضعية حقوق الإنسان.

بعدما وجدت نفسها في موقف لا تحسد عليه سياسيا ودبلوماسيا إثر الضربة القاضية للقرار رقم 2099 الصادر عن مجلس الأمن التابع للأمم المتحدة، عادت جبهة (البوليساريو) إلى أسطواناتها القديمة والمشروخة للغوص، وبشكل منير للشفقة، من جديد في قضية حقوق الإنسان، لكن هذه المرة من خلال استغلال بشع للطفولة، تساندها في هذا العمل القذر وكحالة الأنباء الجزائرية.

لكن واقع الحال، يؤكد أن المغرب أولى هذا الملف اهتماما خاصا خلال السنوات الماضية، إلى درجة أنه صادق على جميع الاتفاقيات الدولية ذات الصلة وجعلها اسمى من التشريعات الوطنية المتعلقة بحماية الطفولة، وأحدث وزارة للأسرة ... باختصار، لا ينبغي الصيد في هذه المياه.

وعلى النقيض من كل المؤسسات والهيئات الدولية، حتى تلك التي تكن عداوة للمملكة، فجبهة (البوليساريو) مصرة على أن المغرب «وحش» يسيء معاملة أبنائه، ويقترف في حقهم ممارسات جسدية سادية، ويحرمهم من حقوقهم الأساسية. وتبقى لأئحة الاتهامات الباطلة طويلة.

لكن الشيء الوحيد المؤكد، أن كل التقارير المتعلقة بحقوق الإنسان في منطقة الصحراء، لم يسبق لها أن انتقدت السلطات العمومية بالمغرب بسبب أية حالة انتهاك لحقوق الأطفال. ورغم كل ذلك لم تفتقد (البوليساريو) الخبث من أجل اختلاق أكاذيب من شأنها، وفق فهمها وفهم سيديتها الجزائر، تشويه صورة المملكة.

وقد ادعت انفصالية، نصبت نفسها وزيرة للتربية والتعليم في الكيان الوهمي أن «الشعب الصحراوي ما زال يعاني من سياسة ترسيخ الأمية التي ينفجها المغرب بالأراضي المحتلة، وسط صمت دولي بما في ذلك الأمم المتحدة».

وبما أنها كانت تتحدث فوق التراب الجزائري، فقد وصل هذيان هذه المدعية إلى حد التسليم بأن «610 في المائة من التلاميذ بالصحراء كانوا ضحايا الاغتصاب»، وهو ما قد يربك أشد المراقبين حصافة.

فبالنسبة للنقطة الأولى، ليس أفضل من رأي خبير دولي ليلقي مزيدا من الضوء على الموضوع. وفي هذا الصدد يرى البلجيكي إيمانويل ديبرك دو كاسترلي، الممثل السابق لصندوق الأمم المتحدة للتنمية بالمغرب، في تصريح لمجلة (جون أفريك) سنة 2010 أن «أهداف الألفية لسنة 2015 قد تحققت سلفا بمنطقة الصحراء».

وفي سنة 1975، تاريخ استرجاع الأقاليم الجنوبية، كان ثلاثة أرباع سكان الصحراء يعيشون تحت عتبة الفقر، بينما تراجع المعدل

استغلال الطفولة.. الاكتشاف الجديد للآلة الدعائية للجزائر وصنيتها «البوليساريو»

بعدما وجدت نفسها في موقف لا تحسد عليه سياسيا وديبلوماسية إثر الصيغة الفاضية للقرار رقم 2099 الصادر عن مجلس الأمن التابع للأمم المتحدة، عادت جبهة (البوليساريو) إلى أسطوانتها القديمة والشهيرة للغرض، وبشكل مثير للشفقة، من جديد في قضية حقوق الإنسان، لكن هذه المرة من خلال استغلال بشع الطفولة، تصانها في هذا العمل الفذ وكافة الأنباء الجزائرية لكن واقع الحال، يؤكد أن المغرب أولى هذا الملف اهتماما خاصا خلال السنوات الماضية، إلى درجة أنه صادق على جميع الاتفاقيات الدولية ذات الصلة وجعلها أسمى من التشريعات الوطنية المتعلقة بحماية الطفولة، وأحدث وزارة للأسرة... باختصار، لا ينبغي الصيد في هذه المياه وعلى النقيض من كل المؤسسات والهيئات الدولية، حتى تلك التي تكن عداء للمملكة، فجبهة (البوليساريو) مضرة على أن المغرب وحش يسيء معاملة أبنائه، ويقترف في حقهم ممارسات جسدية سادية، ويحرمهم من حقوقهم الأساسية، وينبغي لاتحة الاتهامات الباطلة طويلة لكن الشيء الوحيد المؤكده، أن كل التقارير المتعلقة بحقوق الإنسان في منطقة الصحراء، لم يسبق لها أن انتقدت السلطات العمومية

بالمغرب بسبب أية حالة انتهاك لحقوق الأطفال، ورغم كل ذلك لم تنتقد (البوليساريو) الخد من أجل اختراق أكاذيب من شأنها، وفق فهمها وفهم سيدتها الجزائر، تشويه صورة المملكة وقد ادعت انفصالية، نصبت نفسها وزيرة للتربية والتعليم في الكيان الوهمي أن الشعب الصحراوي ما زال يعاني من سياسة ترسيخ الأمية التي يتهجها الغرب بالأراضي المحتلة، وسطصعت دولي بما في ذلك الأمم المتحدة، وبما أنها كانت تتحدث فوق التراب الجزائري، فقد وصل هذيان هذه المدعية إلى حد التسليم بأن 610 في المائة من التلاميذ بالصحراء كانوا ضحايا الاغتصاب، وهو ما قد يريك أشد المراقبين حصة في النسبة للقطعة الأولى، ليس أفضل من رأي خبير دولي يلقي مزيدا من الضوء على الموضوع. وفي هذا الصدد يرى البلجيكي إيمانويل نديرك دو كاسترلي، الممثل السابق لصندوق الأمم المتحدة للتنمية بالمغرب، في تصريح لجهة (جون أفريك) سنة 2010 أن أهداف الألفية لسنة 2015 قد تحققت سلفا بمنطقة الصحراء ففي سنة 1975، تاريخ استرجاع الأقاليم الجنوبية، كان ثلاثة أرباع سكان

الصحراء يعيشون تحت عنة الفقر، بينما تراجع المعدل الآن إلى أقل من 10 في المائة. كما تقلص معدل الفقر خلال عشرين سنة بحوالي 66 في المائة، أي أسرع بضعفين من المعدل على مستوى باقي مناطق المملكة أما على مستوى التعليم، فقد أكدت المجلة أنه خلافا للاعتقاد الشائع، فساكن الصحراء يتلقون تعليما أفضل من باقي مناطق المملكة، أو لم يكن هذا هو الواقع دائما؛ فحوالي 78 في المائة من أرباب العائلات لم يتلقوا أي تعليم مدرسي في سنة 1985، هذا الإرث الثقيل للحقبة الاستعمارية بدأ يتقلص تدريجيا بفضل الاستثمارات في المجال الموسيقي-تربوي، خاصة وأنهم لا يتجاوزون الآن 50 في المائة، كما أن معدل التمدرس ارتفع اليوم إلى 77,5 في المائة، أي تقريبا المعدل ذاته المسجل بالرباط والدار البيضاء، أما بخصوص الأفعات حول اغتصاب التلاميذ، فيبدو أن وزيرة البوليساريو الزيفة تتحدث عن بلد آخر غير المغرب، بلد من عهد ومكان آخرين، وذلك في محاولة بئسة لإخفاء الواقع المرير للجرائم المرتكبة في مخيمات العار بتندوف ضد النساء والأطفال والعجزة، وفضلا عن ذلك، فالقضاء الإسباني يدرس البراهين والشهادات حول

الممارسات المنهية للكرامة الإنسانية المنسوبة إلى قيادات (البوليساريو) في مخيمات تندوف فوق التراب الجزائري، هؤلاء الأتدال الذين يمارسون ظفوس العبودية، يتزوجون عنوة بالقاصرات ويفصلون الأبناء، عن عائلاتهم من أجل إرسالهم إلى كوبا لتلقيهم التكوين العسكري، وفي السياق ذاته، أعرب البرلمان الأوروبي، في تقرير يعود إلى ماي الماضي، عن قلقه إزاء مظاهر الفقر بتندوف، وهو واقع يذكى غياب آفاق على المدى البعيد بالنسبة لعدد كبير من اللاجئين، مما يجعلهم في وضعية هشّة في مواجهة تطرف الأصولية التبينية. وأشاد أعضاء البرلمان الأوروبي في التقرير ذاته، ب التنمية الاقتصادية المهمة والبيئات التحتية التي شيدها المغرب بالصحراء، كما رحبت الوثيقة ب الجهود المبذولة من أجل توثيق ما يشتهه أنه انتهاكات لحقوق الإنسان بالصحراء، الغربية، خاصة بواسطة المجلس الوطني لحقوق الإنسان الذي يتوفر على مكتبين بكل من العين والداخلية ويعتبر المجلس الوطني لحقوق الإنسان، بامتياز، من بين الآليات القانونية التي وضعتها الدولة للسهور الدائم على تقديم وضعية حقوق الإنسان